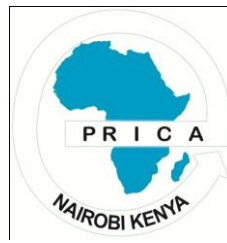




ALL AFRICA CONFERENCE OF CHURCHES
AACC



PROGRAMME DES RELATIONS ISLAMO-
CHRETIENNES EN AFRIQUE (PRICA)



SOUTHERN AFRICAN FAITH COMMUNITIES'
ENVIRONMENT INSTITUTE (SAFCEI)



CLIMAT JUSTICE ET PAIX DURABLE EN AFRIQUE

LIEU: SIEGE DES NATIONS UNIS

Gigiri, Nairobi, Kenya

Date: 7 au 8 Juin 2011

Dieu a donné assez pour les besoins des humains mais pas pour l'avidité humaine.

En cet âge de la dégradation environnementale, la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA), le Programme des Relations Islamo-Chrétiennes en Afrique (PRICA) et l'Institut Environnemental des Communautés de Foi de l'Afrique Australe (SAFCEI), ont organisé une conférence panafricaine des responsables religieux sur le changement climatique. La conférence dont le thème était 'Climat Justice et Paix durable en Afrique' a déploré l'exploitation rampante des ressources de la terre pour des profits. Ils se sont demandés



Participants de la conférence Panafricaine sous le thème justice climatique et la paix durable en Afrique, pendant un des sessions

comment l'humanité peut-elle être irresponsable au point de se lancer dans ce qui peut être décrit comme une exploitation illimitée des ressources limitées de la terre. La conférence qui se tenait en prélude à la Conférence des Parties (COP 17) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) qui se tiendra à Durban en Afrique du Sud cette année avait pour but d'amener les responsables religieux en Afrique à être plus dynamique dans leur engagement dans les sujets relatifs au changement climatique. Les participants étaient catégoriques dans leur déclaration selon laquelle la terre et ses ressources avaient été confiées aux être humains pour leur subsistance et elle ne devra pas subir des abus jusqu'à l'autodestruction humaine. L'inviolabilité de l'environnement comme une demeure pour tout



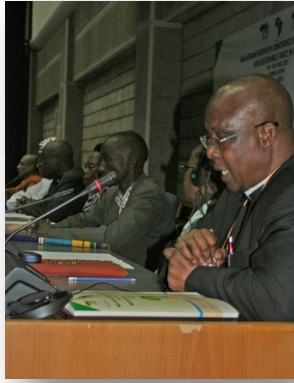
Rév. Dr. Karamaga (AACC)

ce qui existe sur la terre, dans la mer et dans le ciel est reconnue pas le christianisme, l'islam, la religion traditionnelle africaine, le hindouisme, le bouddhisme et la foi bahaï dont tous étaient représentés à la conférence.

L'impasse qui semble paralyser les négociations pour un nouvel accord pour traiter des effets du changement climatique demande une approche morale plutôt qu'une approche centrée sur l'économie ou la politique. La logique de la conférence a été donnée par le Rév. Dr. André Karamaga, Secrétaire Général de la CETA et l'Evêque Geoffery Davies (SAFCEI).



Evêque Geoffery Davies (SAFCEI)



Rév. Dr. Mbillah (PROCMURA)

Général du PRICA et Sheikh Ibrahim Lethome, un juriste et théologien musulman, qui est un conseiller juridique au Conseil Suprême des Musulmans du Kenya (SUPKEM). Le Dr. Mbillah et Sheikh Lethome ont fait une présentation sur la position chrétienne et musulmane concernant le climat, la justice et la paix durable respectivement. Les membres des autres religions ont aussi fait de brèves réflexions sur le sujet.

La conférence qui s'est tenue dans les locaux de la direction du Programme des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi, a rassemblé environ cent cinquante responsables religieux, hommes, femmes et jeunes de foi de 38 pays à travers l'Afrique avec des observateurs de l'Europe et de l'Asie. La rencontre de deux jours (7 et 8 juin 2011) a été modérée par des spécialistes en

matières environnementales alors que les aspects religieux ont été traités par le Rév. Dr. Johnson Mbillah, Conseiller



Sheikh Ibrahim Lethome (SUPKEM)

L'invité d'honneur qui a aussi procédé à l'ouverture officielle des travaux de la conférence, son Excellence M. le Vice Président de la République du Kenya l'hon. Kalonzo Musyoka a exprimé sa joie pour un tel rassemblement et a vivement appelé les responsables religieux de s'assurer que les résultats de leurs délibérations soient communiqués à leurs gouvernants afin que « nous puissions ensemble traiter de ce problème important qui affecte nos vie ». M. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE a apprécié les organisateurs et a imploré les responsables religieux à participer de façon active dans les discussions sur le changement climatique.



Vice Président du Kenya Kalonzo Musyoka

Les participants ont formulé des résolutions claires qui affirment leur engagement à préserver et à sauvegarder la terre pour les générations présentes et futures. Les responsables religieux ont fait appel aux leaders du monde, aux politiciens et aux décideurs d'adopter une position qui mettra en place un accord juridiquement contraignant au cours de la COP 17. Ceci ne pourra être faisable que si les partenaires clés adoptaient une position pragmatique non égoïste qui traite des sujets clés en Afrique qui alimentent la dégradation environnementale et encouragent la sustentation de la bio diversité et une exploitation durable des ressources naturelles, ont dit les participants.



M. Achim Steiner (UNEP)

La conférence a rédigé et adopté un communiqué final qui sera circulé parmi les gouvernements ; car aucun Etat, partie, bloc ou groupe ne peut traiter seul la question du changement climatique ; un effort cohésif venant de tous les partenaires clés devra être sollicité pour qu'il y ait succès.

Le PRICA a profité de l'occasion pour avoir une concertation avec les membres de ses circonscriptions qui ont été invités à participer à la conférence et à mettre en place divers réseaux qu'il pourra utiliser pour promouvoir la paix à travers le continent.

Il est clair que le changement climatique a occasionné plusieurs conflits à cause du désir de l'homme pour des ressources qui se réduisent à grande échelle. Certains de ces conflits se sont présentés sous des aspects religieux qui ne sont que les symptômes et non la 'maladie' elle-même.

Pour le PRICA, le point culminant de cette conférence fut la capacité (pour la première fois) de pouvoir faire venir les responsables, femmes et jeunes de la religion musulmane du Mali, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République Centrafricaine et de la poche de conflit du Sénégal qu'est la Casamance pour joindre les autres qui sont habitués aux activités du PRICA afin qu'ensemble avec les participants chrétiens ; ils identifient ce qu'ils peuvent faire ensemble pour promouvoir la paix et la coexistence pacifique dans leur pays.

DEFINITION DU CONCEPT CLIMAT, JUSTICE ET PAIX DURABLE EN AFRIQUE

1. Historique

‘L’Afrique est l’un des continents le plus vulnérable aux variations et au changement climatique, à cause de tensions multiples et d’une faible capacité d’adaptation’

L’Afrique en tant qu’un continent religieux et de personnes religieuses prie à plusieurs occasions pour la pluie lorsqu’il y a la sécheresse, prie pour la protection lorsqu’il y a des inondations, prie pour le rétablissement de l’environnement lorsque la pollution de la terre conduit à la dégradation environnementale. La Conférence des Eglises de Toute l’Afrique (CETA), l’Institut Environnemental des Communautés de Foi de l’Afrique Australe (SAFCEI) et du Programme des Relations Islamo-Chrétiennes en Afrique (PRICA) reconnaissent que nous ne devons pas seulement prier pour le changement, mais aussi agir pour le changement.

La 9^{ème} Assemblée Générale de la CETA tenue à Maputo en Mozambique du 7-12 décembre 2008, a vu ce besoin d’agir lorsqu’elle a identifié « l’environnement et la spiritualité » comme l’une des priorités pour l’Eglise d’Afrique. La CETA a toujours été du point de vue que les enjeux environnementaux, particulièrement le changement climatique, doivent être confrontés avec urgence, considérant l’impact dégradant qu’il fait sur le gagne-pain des populations pauvres à travers le continent. SAFCEI de sa part reconnaît le changement climatique comme étant **l’un des plus grands défis de notre temps** et a depuis sa création continué de fournir l’information, l’éducation et le plaidoyer pour confronter ce **plus grand défi**. Le PRICA avec son travail de pionnier sur l’engagement constructif des chrétiens et des musulmans pour la paix dans la société et la coexistence pacifique entre chrétiens et musulmans en Afrique, a pour deux ans maintenant fait des sujets environnementaux un aspect de ses programmes pour une paix durable. Il fait cela avec la compréhension théologique que comme les chrétiens croient que les êtres humains sont des intendants de la création de Dieu les musulmans aussi croient de même que les êtres humains sont des *Khalifats* (vice-rois) de la création de Dieu.

Au cours d’un atelier tenu en juin 2008 à Nairobi au Kenya et modéré par des érudits dans le domaine de la théologie, l’environnement, l’académique et le développement communautaire ; les délégués ont échangés des idées sur l’enjeu pressant du changement climatique, sa manifestation et comment il affecte le gagne-pain des communautés vulnérables en Afrique.

Les participants ont exploré divers domaines d’intervention, et identifié la conservation, la gestion de l’eau au niveau communautaire de même que l’agriculture comme des points d’entrée clés dans l’adaptation et l’atténuation. Pour un continent qui compte sur l’eau de pluie pour son agriculture, et une région qui a été citée par le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (PICC) comme étant l’une qui sera le plus touchée par les effets négatifs du changement climatique, la conférence en cours n’est pas seulement justifiée, mais opportune.

2. Préoccupation pour le changement climatique en Afrique

La famine en vigueur dans beaucoup de pays Africains, la persistance des inondations, l'évaporation des rivières, le rétrécissement de nos précieux lacs, le blanchissement des récifs de corail dans les zones côtières et la diminution de nos forêts pluvieuses tropicales devront faire résonner la sonnette d'alarme nous interpellant au fait que nous ne pouvons plus continuer avec nos plans comme si de rien n'était. Le changement climatique est ici. L'Afrique comme tout autre continent souffre des effets négatifs du changement climatique¹.

(a) Secteur de l'Agriculture

L'Afrique compte beaucoup sur les eaux de pluie pour son agriculture et est très vulnérable aux changements dans les variations climatiques, saisonnières et à différentes formes de tensions par rapport à l'eau (soit les inondations, soit la sécheresse). D'ici 2020, beaucoup de pays Africains pourront avoir leur productivité agricole réduite à plus de 50% à cause du changement des données climatiques, et entre 75 et 250 million de personnes exposées à d'extrême tension par rapport à l'eau. Les inondations d'El Nino de 1998-1999 affectent toujours la sécurité alimentaire d'aujourd'hui et les inquiétudes sont grandes.

(b) Santé

Le changement climatique a des implications critiques pour la santé. Les changements dans les eaux qui tombent affecteront la présence ou l'absence de vecteur- et de pathogène d'origine hydrique, causant la méningite et le paludisme. Comme les régions montagneuses sont en train de se réchauffer, de nouvelles formes de paludisme communément appelées 'paludisme des régions montagneuses' a commencé par sévir. Le paludisme continue d'être la cause du plus grand nombre de décès en Afrique ; spécialement parmi les catégories de population vulnérables et dans les villages urbains Africains.

(c) Migration et conflit autour des ressources naturelles

La vulnérabilité des groupes nomadiques et d'éleveurs au changement climatique a augmenté de façon dramatique depuis la sécheresse prolongée des années 70. La résultante a été une large propagation de perte en vies humaines et bétails, et des changements considérables au système social. Il y a une croissance des cas de conflits liés au changement climatique, spécialement lié à la diminution des ressources d'eau et de pâturage pour les communautés nomadiques. Plusieurs conflits récents résultant en des pertes en vies humaines ont été causés par des migrations du bétail et des populations nomades dues au climat.

(d) Emploi

Plusieurs rapports ont aussi démontrés que le marché de l'emploi sera négativement affecté par des ressources de pouvoirs hydrauliques imprévisibles, diminuant les ressources de pêches de même que par les problèmes avec la pollution, l'élimination des déchets et les réserves d'eau.

¹ Information tirée du i.a Rapport Synthèse du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (PICC), 2007 et du Rapport Consultatif de la CETA sur le Changement Climatique, juin 2008

3. Un résumé de l'engagement de la CETA

L'Eglise en Afrique a pour des siècles été engagées dans le développement humain et spirituel, cultivant la terre et aidant les communautés à prendre soin de la création. Mais chaque génération a besoin d'internaliser l'intendance de l'environnement comme étant une mission principale de l'Eglise et, comme les défis externes changent, la réponse de l'Eglise a aussi besoin d'être changée.

Ce défi est pris très sérieusement par la CETA au niveau continental à être une voix crédible et à assister les membres dans la conscientisation et le renforcement des capacités pour le changement climatique, l'adaptation et la minimisation. Dans ce processus, la CETA s'est dans le passé mise ensemble avec les acteurs œcuméniques comme COE, APRODEV, et l'Alliance pour la Religion et la Conservation (ARC) ; et avec les réseaux et organisations de ressources de la société civile.

En juin 2008, la CETA a modéré une consultation sur le changement climatique pour les régions de l'Afrique de l'Est et Australe. Une consultation similaire a été tenue en Afrique de l'Ouest en juin 2009. En septembre 2009, une autre consultation a été organisée pour la région de l'Afrique Centrale, et en octobre 2010, elle a modéré une consultation pour les pays lusophones. La CETA a aussi participé à un certain nombre de conférences des Nations Unis sur le changement climatique ; à Nairobi en (2006), et à Copenhague en décembre 2009.

Cette prochaine conférence dans laquelle sont impliqués le PRICA et la SAFCEI fait parti du partenariat de la CETA où la communauté musulmane et d'autres communautés religieuses avec lesquelles le PRICA a travaillé sur divers sujets à travers le continent joueront un rôle important sur le climat, la justice et la paix durable dans notre cher continent.

4. Le processus vers Durban-décembre2011

En décembre 2009 le monde entier espérait que la grande conférence des Nations Unis sur le changement climatique à Copenhague (COP 15) adopterait un traité plus élaboré sur le changement climatique pour l'après 2012 pour succéder au Protocole de Kyoto- la conférence s'est terminée en queue de poisson.

Le Protocole de Kyoto, le seul instrument juridiquement contraignant des émissions dans le monde, expirera en 2012. Développer un autre engagement légal plus compréhensif en remplacement du Protocole de Kyoto est perçu par beaucoup comme le pas le plus important pour lutter contre le changement climatique. Cependant, cela semble ne pas être le cas, car la Chine s'est montrée indifférente à signer un tel document, et les Etats-Unis ont des stipulations établies très détaillées qui devront être satisfaites avant qu'il ne le signe-y compris que la Chine fasse parti du traité.

Un Instrument juridique contraignant qui a maintenant perdu plus de pression avec le Japon déclarant qu'il n'a aucun intérêt à s'engager à étendre le Protocole de Kyoto à 2012.

En décembre 2011, le COP 17 sera tenu en Afrique, précisément à Durban en Afrique du Sud. Compte tenu du temps disponible et des leçons tirées des conférences de Copenhague et

du Mexique, nous pensons qu'ensemble nous pourrions bien nous préparer pour cette conférence. Durban doit accoucher d'un document qui poussera la lutte contre le changement climatique un pas en avant.

C'est en préparation à la conférence interreligieuse Panafricaine de juin et du COP17 que la CETA accueille cette conférence avec SAFCEI et le PRICA.

Objectifs

- ❖ Elaborer un cadre commun pour l'action œcuménique Africaine sur le climat, la justice et une paix durable pour l'Afrique ;
- ❖ Mobiliser les organisations basées sur la Foi (OBF) à comprendre et répondre au problème de climat, justice et paix durable pour l'Afrique
- ❖ Renforcer la compétence des responsables d'OBF sur le climat, la justice et la paix durable en Afrique
- ❖ Explorer les synergies avec les acteurs étatiques et non-étatiques dans un effort conjoint de plaider sur le climat, la justice et la paix durable en Afrique
- ❖ Présenter aux négociateurs du COP 17 les principes moraux essentiels requis pour atteindre un traité juste et équitable sur le climat.

Dans le weekend avant que le COP 17 de 2011 ne commence, c'est-à-dire le **27 novembre 2011**, nous proposons d'avoir un grand rassemblement des foies (religions) - peut-être un meeting dans le nouveau stade de football de Durban – dirigé par les responsables religieux du monde. Le but est de lancer un appel clair aux responsables politiques du monde ; que pour la cause de nos populations, notre planète et en obéissance à notre créateur, le COP 17 doit arriver à un accord basé sur les principes moraux qui aideront à protéger et à préserver le monde pour les générations future.

Nous planifions aussi un service d'adoration le **dimanche 4 décembre** pour prier pour le succès des pourparlers et demanderons aux autres communautés de foi de choisir un jour de leur convenance pour faire la même chose. Notre prière est que les responsables religieux de l'Afrique reconnaissent que le changement climatique est une menace, au point que nous, responsables religieux de l'Afrique, pouvons nous faire entendre pour que le COP17 soit aussi bien un « COP des peuples » qu'un COP Africain, nous unissant pour un appel commun pour la justice et la paix.

5. Résultats espérés

Ce qui suit sont quelques uns des résultats espérés :

- ❖ Un cadre commun d'action des Organisations Basées sur la Foi en Afrique sur le climat, la justice et la paix durable en Afrique.
- ❖ Une conscientisation croissante sur les causes, conséquences, mécanismes d'adaptations et de minimisation pour le climat, la justice et la paix durable en Afrique

- ❖ Un nombre croissant d'individus, d'Eglises, de Mosquées, de temples, etc. faisant un changement du style de vie et des choix vers une intendance responsable des ressources pour l'intégrité de la création
- ❖ Une visibilité croissante de la famille œcuménique au niveau local, régional, continental et international dans le plaidoyer sur le sujet du climat, de la justice et de la paix durable ; et
- ❖ Une appréciation croissante du rôle des communautés religieuses dans leur plaidoyer pour une réponse continentale et internationale au sujet du climat, de la justice et de la paix durable.
- ❖ Un accord et un cadre d'action juste au COP 17 pour évoluer vers le climat, la justice et la paix durable

LA JUSTICE CLIMATIQUE ET L'ENTRETIEN DE LA PAIX DURABLE EN AFRIQUE

Un message des leaders religieux africains à la 17^{ème} Conférence des Parties (COP17) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC),

Du 29 novembre au 9 décembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud.



Vous devez traiter la terre comme il faut. Elle ne vous a pas été cédée par vos parents. Elle vous est prêtée par vos enfants. (Proverbe Kikuyu, Kenya)

1. Introduction

L'Afrique est un continent habité par des croyants. Nous nous sommes réunis en tant que leaders religieux africains dans la salle de conférence du PNUE à Nairobi, au Kenya, le 7 et le 8 juin 2011, afin de discuter le problème du changement climatique et comment il sera traité au COP17.

Les rapports scientifiques nous indiquent que le changement climatique pourrait bien constituer la plus grande menace que l'humanité ait jamais connue, avec une augmentation probable du réchauffement de la planète, selon les prévisions actuelles, de 2,5 ° C à 4 ° C d'ici 2100 – taux largement accepté comme étant désastreux. Pourtant, les progrès dans le cadre des négociations internationales n'ont pas été à la mesure même de la crise.

Il semble y avoir un blocage entre les intérêts politiques et économiques en concurrence de la part de plusieurs blocs de puissance. Nous pensons que de nouvelles perspectives sont nécessaires afin de sortir de cette impasse.

Tout d'abord, les processus économiques et politiques doivent être fondés sur des principes écologiques et non l'inverse. Il ne peut y avoir de poussée infinie, soit économique ou démographique, sur une planète finie.

Deuxièmement, il existe un profond besoin d'une vision morale renouvelée à l'égard de l'avenir de l'humanité et même de toute vie. Nous rabaissons les êtres humains en les considérant seulement comme des instruments économiques et, de là, nous rabaissons le caractère sacré de la vie par sa marchandisation.

Nous devons réaliser que le bien-être ne peut jamais être assimilé à la richesse matérielle. En effet, la qualité de la vie ne dépend pas de la quantité de biens matériels ou du développement mesuré par le PIB. Par contre, notre niveau de vie dépend de notre niveau d'amour et de partage. Nous ne pouvons pas soutenir un monde dominé par l'appât du gain, la consommation à outrance et les inégalités flagrantes ainsi qu'une atmosphère de compétition où les puissants exploitent les faibles, sans se soucier du bien-être de chaque forme de vie. Le développement ne peut aucunement être durable si les riches se présentent eux-mêmes comme des exemples à imiter par le reste du monde et si les pauvres règlent leurs modes de vie sur ces exemples.

Ces idées s'inspirent de la richesse des traditions morales et spirituelles de notre continent et ailleurs dans le monde. Malgré la violence historique et la désorganisation dont l'Afrique a souffert et qu'elle s'est également infligée, ces idées ont été transmises par nos ancêtres qui croyaient bien en l'harmonie des forces vitales entre les êtres humains et le reste de la création.

Dans notre héritage spirituel africain et dans nos traditions religieuses diverses, les arbres, les fleurs, de l'eau, le sol et les animaux ont toujours été des compagnons indispensables des êtres humains sans lesquels la vie, le mouvement et l'être seraient par ailleurs inconcevables. Nous exprimons cet héritage de différentes manières grâce à notre compréhension du monde comme étant la création bien-aimée de Dieu et à notre sentiment d'appartenance et de vocation à son sein.

Nos façons de penser et de sentir influencent profondément le monde qui nous entoure. En retrouvant la compassion, la paix et l'harmonie en nous-mêmes, nous allons commencer par traiter la Terre avec respect, résister au désordre et vivre en paix les uns avec les autres, y compris l'adoption d'un traité contraignant sur le climat. Nous prions afin que la compassion puisse guider ces négociations.

2. Nos engagements en tant que dirigeants religieux

Nos nations et peuples africains doivent surmonter la tentation de nous considérer comme des victimes qui n'ont aucune responsabilité à prendre et aucun rôle à jouer afin d'inverser la situation actuelle - nous contribuons à la recherche de la solution.

En tant que leaders religieux africains, nos responsabilités seront les suivantes:

- Donner un bon exemple à nos communautés de fidèles en examinant nos besoins personnels et en réduisant la consommation insoutenable.
- Diriger les communautés locales afin de comprendre la menace du changement climatique et la nécessité d'édifier des économies et des sociétés fondées sur une vision morale revitalisée.
- Nous appuyer sur nos ressources spirituelles afin de favoriser nos vertus cruciales écologiques dont la sagesse, la justice, le courage et la

tempérance, et faire face à des vices, telle que la cupidité de notre propre milieu.

- Reconnaître que le changement climatique a considérablement nui à des personnes déjà vulnérables (tels que les enfants, les femmes, les personnes âgées, les pauvres et les handicapés), qu'il aggrave les inégalités existantes et que tout cela oblige les groupes religieux à se solidariser avec les victimes de catastrophes du changement climatique, en donnant des soins nécessaires et en montrant de la compassion et de l'amour.
- Planter des arbres indigènes et promouvoir la restauration écologique.

3. Notre message à tous les leaders du monde

En tant que citoyens, nous sommes invités à faire preuve de confiance dans les représentants à la COP17 quant aux décisions sur notre avenir commun. Nous n'avons aucun doute que la Conférence des Parties (COP) de Durban doit se prononcer sur un traité - et une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto - qui est juste, ambitieux et juridiquement contraignant, afin d'assurer la survie des générations à venir.

Nous vous lançons donc un appel à:

- Vous engager à respecter le principe de l'équité intergénérationnelle, les droits de nos enfants pour les générations futures et également les droits de la Terre-Mère comme indiqué dans la déclaration de Cochabamba.
- Réfuter le mythe selon lequel des mesures prises afin de réduire les émissions sont trop chères, alors qu'elles reviennent beaucoup moins chères que les coûts à long terme de l'inaction.

- Reconnaître que les investissements dans le développement durable forment le meilleur garant de la paix plutôt que des dépenses militaires.
- Abandonner la notion du Produit Intérieur Brut (PIB) comme étant un indicateur de la prospérité en faveur des indicateurs qui comprennent le bien-être de l'homme, l'égalité et les coûts environnementaux externes de l'économie humaine.
- Définir clairement les objectifs définitifs d'éliminer l'utilisation de tous les combustibles fossiles et de profondes réductions intérimaires en matière d'émissions de carbone qui accordent un soutien à la cible de ne plus dépasser un degré de réchauffement de la planète.
- Veiller à ce qu'il y ait suffisamment du financement sur le climat pour son adaptation en Afrique, en plus de l'aide existante au développement et qu'il soit régi d'une manière inclusive et équitable en vertu des clauses onusiennes.
- Canaliser des données suffisantes et prévisibles des finances et de la technologie sur le changement climatique en provenance des nations historiquement émettant la pollution, en reconnaissance de leur dette écologique, afin de permettre à l'Afrique de se propulser dans l'ère de la technologie d'énergie propre.
- Réduire l'écart entre les promesses des pays riches à réduire les émissions du réchauffement et les exigences de la science et de l'équité.
- Attribuer aux pays riches des quotas d'émission qui sont compatibles avec la pleine mesure de leur responsabilité historique.

4. Notre message aux leaders politiques de l'Afrique

Nous exhortons tous les leaders politiques africains, comme beaucoup d'entre vous sont membres de nos communautés de foi religieuse, à prendre ces mesures, notamment:

- Retrouver une voix commune et abandonner des allégeances opportunes avec des blocs égoïstes qui se bousculent afin de s'approprier les ressources naturelles de l'Afrique.
- Reconnaître dans tous les énoncés de politique dressée que nos intérêts économiques et sociaux à long terme exigent aujourd'hui la stabilité de notre environnement biophysique.
- Prioriser les mesures et adopter les politiques qui résolvent la dégradation de l'environnement dans nos pays.
- Reconnaître et prévenir la violence à tous les niveaux que le changement climatique et la dégradation de l'environnement ont déjà attisée sur le continent.
- Adopter et promulguer des politiques foncières qui garantissent l'équité et la justice à chaque individu.
- Résister à l'approbation des transactions avec des sociétés d'exploitation qui causeraient des dommages graves à l'environnement.
- Promouvoir la plantation d'arbres indigènes et la protection des forêts existantes, des lacs et des rivières.
- Renforcer la capacité beaucoup plus grande au sein des équipes déjà existantes de négociateurs sur le climat.
- Améliorer considérablement les communications au sein et entre les gouvernements africains et la consultation avec la société civile, y compris les communautés religieuses, sur les questions du changement climatique.

5. Conclusion

Chaque génération humaine est confrontée à des défis et des opportunités spécifiques. Si nous n'assurons pas un climat tout à fait

stable pour le bien des générations futures, nous serons tenus coupables à leurs yeux et jugés par l'histoire.

Sur cette question cruciale du changement climatique, nous ne devons donc pas échouer. Chaque temps perdu augmente la menace irréversible à la vie sur Terre.

Fait le 8 Juin 2011: - Ce communiqué a été conjointement publié par 130 leaders religieux représentant les musulmans, les chrétiens, les hindous, les adeptes de la religion traditionnelle africaine, les bahaïes et les bouddhistes, venus de 30 pays du continent africain.